



HAL
open science

La “ faim ” politique au Cameroun. Analyse prévisionnelle sur la vulnérabilité crisogène en milieu jeune.

Nicolas Noël Chabanel Owona Ndounda, Tièmeni Sigankwe

► To cite this version:

Nicolas Noël Chabanel Owona Ndounda, Tièmeni Sigankwe. La “ faim ” politique au Cameroun. Analyse prévisionnelle sur la vulnérabilité crisogène en milieu jeune.. 2020. hal-02872926

HAL Id: hal-02872926

<https://hal.science/hal-02872926>

Preprint submitted on 18 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « faim » politique au Cameroun

Analyse prévisionnelle sur la vulnérabilité crisogène en milieu jeune

Nicolas OWONA NDOUNDA
TIEMENI SIGANKWE

Chargés de recherche
Centre national d'éducation (CNE)/Cameroun
(article inédit, octobre 2019).

Résumé

L'année 2008 a été marquée au Cameroun par ce qui a été appelé les « émeutes de la faim ». Plus de dix ans après, cette étude s'essaye dans l'analyse prévisionnelle des risques d'une nouvelle crise sociale, dont le déclencheur serait la *faim*. Nous abordons ce concept, non pas simplement comme l'absence de nourriture, mais comme l'incapacité d'une population à accomplir les besoins de base de la pyramide de Maslow. Nous interrogeons les stratégies mises en place par le gouvernement du Cameroun pour répondre aux revendications des jeunes pour un mieux-être. Prenant appui sur des sources primaires et secondaires, il nous apparaît que le Cameroun n'en n'a pas encore fini avec les remous socio-politiques.

Mots clés : Faim, jeunesse, Cameroun, crise, politique, zombification.

Abstract

The year 2008 was marked in Cameroon by what has been called “food riots”. More than ten years later, this study attempts to analyse the risks of a new social crisis, with *hunger* as trigger. We approach this concept, not just as lack of food, but as the inability of a population to fulfil the basic needs of the Maslow's hierarchy. We question the strategies put in place by the government of Cameroon to address the grievances of young people for a better life. Based on primary and secondary sources, it appears that Cameroon has not finished with socio-political unrest.

Keywords: Hunger, youth, Cameroon, crisis, policy, zombification.

Introduction

Les émeutes de la faim de 2008 et 2011 dans le monde, ont montré une fois de plus que l'on ne saurait dissocier la faim de la politique. Au Cameroun, les événements qui ont marqué ce vent de revendications sociales se sont déroulés entre le 23 et le 29 février 2008. Dix ans après, plusieurs études ont été menées pour expliquer ces émeutes. Pour la plupart, il s'agissait d'un problème alimentaire sur fond de hausse des prix des produits de première nécessité (Najib Boulif et Souare, 2009). Une autre explication, demeurée célèbre dans le langage populaire camerounais, voyait en ces mouvements, l'œuvre de quelques « apprentis sorciers » tapis dans l'ombre et manipulant des « délinquants attirés par la possibilité de pillages » (Paul Biya, discours du 27 février 2008)¹. Notre article y voit pourtant le révélateur d'un « sentiment de pauvreté et de vulnérabilité » (Janin, 2009, p. 256) qui faisait son nid depuis un certain temps, en particulier en milieu jeune et, de manière générale, dans toute la population. En effet, la participation majoritaire des jeunes dans ces mouvements de contestations était déjà un indicateur de l'urgence d'un changement politique, économique et social.

Face à ces problèmes, l'État camerounais a mis en place certaines dispositions en vue d'une insertion socioprofessionnelle d'un plus grand nombre de jeunes. Peut-on y voir de réelles avancées vers la résolution de la vulnérabilité économique de la jeunesse camerounaise ? Cette question se pose avec d'autant plus de vigueur, que l'on constate un accroissement du sous-emploi et du chômage, de

¹ Tous les discours du président Biya cités dans cet article sont en ligne sur le site de la Présidence de la République du Cameroun, URL : <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours>.

l'immigration à tout prix, de la corruption, du cousinage à l'embauche, entre autres figures de ce que nous appelons la « faim ».

Il ne s'agit donc pas, pour nous, du simple manque de nourriture, mais de la sensation de déphasage que la population, principalement jeune, peut ressentir face à une société dans laquelle le fossé des injustices sociales se creuse chaque jour un peu plus, aux prises entre un pouvoir politique qui peine à trouver les solutions adéquates pour le mieux-être des camerounais, et les tenants de ce pouvoir qui, chaque jour, semblent toujours plus déterminés à se maintenir. Ces problèmes sociopolitiques ont amené Rémi Carayol de *Jeune Afrique* à publier en décembre 2014, un article au titre évocateur, « Cameroun : le péril jeune ». Ce journaliste ne manque pas d'y rappeler ces mots d'International crisis group (ICG) : « ni l'opposition ni la société civile ne sont en mesure de canaliser un mécontentement social qui s'approfondit sur fond de fracture générationnelle et laisse augurer des luttes sociales violentes, marquées par l'irruption des cadets sociaux ». Et si la fragilité du Cameroun tenait à la vulnérabilité de sa jeunesse en péril ?

Nous avons réalisé un focus group discussion le 17 août 2019, afin de capter le ressenti des sujets sur la situation sociopolitique actuelle de notre pays et d'y fonder une partie de notre analyse prévisionnelle. Ainsi, nous avons fait appel à une vingtaine de jeunes des deux sexes, âgés entre 15 et 35 ans², et issus de diverses classes socio-professionnelles de la ville de Yaoundé : commerçants (au nombre de 3), étudiants (5), fonctionnaires (5), membre des forces de maintien de l'ordre (1), chômeurs (4) et élèves (2). Le choix de cette tranche a été dicté par une logique qui emprunte à la théorie de la motivation et des besoins de Maslow. Notre groupe de sujets nous a permis de constater que, si entre 15 et 25 ans, les besoins les plus marquants sont : *physiologiques*, *sécuritaires*, *d'appartenance*, et *d'estime* ; passés cette tranche (entre 25 et 35 ans), les sujets ressentent surtout le besoin d'*auto-accomplissement*. Mais, dans une société où l'on ne parvient pas à dépasser le stade des besoins physiologiques, où la jeunesse n'arrive pas à se projeter dans un avenir fait d'un emploi décent, d'une bonne couverture santé, d'un espoir d'accomplissement, comment s'expriment alors leurs revendications ? Face à la difficulté de satisfaire un besoin, l'individu tente d'adapter son comportement afin d'atteindre cette satisfaction. Cela se fait à travers l'usage des capacités à sa disposition et la conduite adaptée à la situation. Et, lorsqu'il y'a déficit d'autres possibilités de contestation et de dialogue politique, le risque de mouvements sociaux s'accroît (Mucchelli, 2012, p. 55). Ce point de vue n'est pas sans nous rappeler la « loi du marteau » (ou de l'instrument) de Maslow (1966)³ : « Je suppose qu'il est tentant, si le seul outil dont vous disposez est un marteau, de tout traiter comme s'il s'agissait d'un clou. »⁴.

Pour faire l'analyse prévisionnelle des risques de nouvelles émeutes sociales, dont la vulnérabilité économique des jeunes serait le principal facteur déclencheur, nous commencerons par faire un retour sur l'étiologie des émeutes de février 2008, afin de comprendre que celles-ci n'ont pas atteint leurs objectifs. Enfin, nous examinerons la situation sociopolitique actuelle au Cameroun, afin d'anticiper la résurgence d'une éventuelle crise sociale.

2008, une *faim* insatisfaite

De notre point de vue, les émeutes de février 2008 sont le résultat d'une longue série de frustrations qui remontent au début des années 1990. En effet, à la suite du vent de changement démocratique consécutif à la chute du Mur de Berlin, le Cameroun rétablit le multipartisme après 24 ans de parti unique (1966-1990). Les premiers remous sociaux interviennent dès le mois d'avril 1991 avec les « villes mortes ». À coups de violences militaires, le gouvernement a repris la main face aux manifestants. De fait soumis à la peur, les Camerounais vivent ainsi les pires années de la crise économique (1993-2006) sans mouvements populaires. Pourtant, les raisons ne manquent pas :

² Selon les statistiques du Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique (2015), la tranche d'âge comprise entre 15 et 35 ans représente 35,51 % de la population.

³ Cité par Miller Steven J., 2017, *The Probability Lifesaver: All the Tools You Need to Understand Chance (Princeton Lifesaver Study Guides)*, Princeton University Press, p. 33.

⁴ Traduction des auteurs.

dévaluation du FCFA, baisse drastique des salaires, licenciements et arrêt des recrutements dans la fonction publique, privatisations des entreprises publiques sans compensations des ex-employés, augmentation des prix des produits de base entre autres. Ainsi, la reprise autoritaire du pouvoir a empêché les années dites « de brasse » (1990-1993) d'aller au bout de leurs objectifs d'alternance démocratique et d'améliorer les standards de vie du peuple.

Si les populations ont pratiquement accepté la longue crise économique de la décennie 1990, en liant celle-ci aux programmes d'ajustement structurel, dont les médias publics ne cessent de faire le reproche au Fonds monétaire internationale (FMI), celles-ci croient alors poindre « le bout du tunnel », promis par Paul Biya, le 23 mars 1994, avec l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE en 2006. Sauf que, de bout du tunnel, la grande majorité du peuple n'en partage pas la lumière : chômage endémique, corruption quasi-généralisée, système de santé défaillant, délestages de l'électricité, injustice sociale, absence d'eau potable, coût de la vie supérieur aux revenus de la majorité de la population etc. Ce qui contribue à exacerber le ressentiment envers un pouvoir qui semble s'éterniser.

Deux raisons explicites finissent d'allumer la mèche des émeutes en 2008. La première est la volonté de changement de constitution : un point majeur dans ce processus attise la colère de la population, celui de la fin du verrou des mandats présidentiels. Désormais, le président peut se présenter autant de fois qu'il le souhaite, contrairement aux résolutions de la Conférence Tripartite de 1993. Ce qui donne l'impression à la population, qui semblait devoir son calme à l'espoir de voir très bientôt la fin du régime en place, que cette mesure est une tentative d'éternisation de sa part. La deuxième raison des émeutes de 2008 est la hausse des prix du carburant : elle impliquait, de facto, la hausse des prix des transports et donc, la hausse des prix des produits transportés. Tout cela en rajoutait à un niveau de vie déjà jugé très élevé au regard du revenu moyen de la majorité des Camerounais. Là encore, la population a en face d'elle, la violence de l'État. Les raisons évoquées plus haut n'expliquent pas à elles seules ces émeutes de 2008. Mais il faut remarquer que, au centre de ces manifestations, réside le mal-être d'une population qui arrive avec peine à trouver les moyens de sa survie. Une grande partie de celle-ci est incapable d'assurer ses besoins de base : manger, boire, recevoir une rémunération juste, travailler dans des conditions acceptables, se vêtir, se soigner... rêver !

Les émeutes de 2008 constituent eux aussi, des mouvements sociaux inachevés en ceci que finalement, après avoir militairement maté la jeunesse, la loi n° 2008/001 qui modifie la constitution est promulguée. Désormais, le président Biya peut être candidat autant de fois qu'il le souhaite. Rappelons que le RDPC, parti au pouvoir, créé en 1985, a pris la suite de l'UNC d'Ahmadou Ahidjo. On peut donc aisément affirmer que c'est le même système qui est en place depuis 1958, année de la prise de pouvoir par l'UC, ancêtre de l'UNC et du RDPC. Après autant d'années, les Camerounais ne se font plus d'illusions sur la possibilité d'une transition à la tête de l'État à travers des élections. Au final, du fait de la répression d'État qui a caractérisé ces émeutes, elles demeurent inachevées, elles aussi, et portent, dans ce sentiment d'incomplétude, les germes d'une probable crise prochaine dont les jeunes, chômeurs dans leur grande majorité, seraient certainement les principaux acteurs.

D'après le Plan d'action national pour l'emploi des jeunes (PANEJ) 2016-2020 (2015, p. 4-5), le chômage des jeunes est de 8,9 %. Ce niveau de chômage, quoique visiblement peu élevé, masque cependant un sous-emploi dont le taux était de 70,6 % en 2010 (73,1% pour les jeunes de 15 à 34 ans). Ainsi, le secteur informel constitue le premier employeur avec un taux estimé à 90,5 % des emplois et 92 % de jeunes. Ces statistiques de l'emploi mettent en exergue l'inadéquation entre le système éducatif et l'insertion professionnelle. Mais au-delà, il faut aussi y voir l'incapacité d'un État à trouver des solutions pour l'employabilité des jeunes. Après les émeutes de 2008, et ce, malgré la thèse complotiste véhiculée par le discours de Paul Biya du 27 février 2008, le gouvernement propose tout de même quelques solutions pour les jeunes : recrutement spécial de 25 000 jeunes dans la fonction publique (2011, promotion de l'auto-emploi, le Plan triennal spécial jeune (2016), création des ENS de Maroua (2008), Bamenda (2011) et Bertoua (2017) ; et de la faculté de médecine de Garoua (2018), entre autres.

Ces solutions n'éteignent pourtant pas la flamme des ressentiments de la population jeune. Pour ce qui est du recrutement des « 25 000 jeunes », les postes offerts et la grille des salaires peu

attractive, ont découragé plusieurs parmi ceux qui avaient été recrutés. En effet, le 17 Janvier 2012, le communiqué radio-presse n° D1/35/004/CTRS signé du ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, rappelait que ce recrutement comptait 5 178 retardataires, c'est-à-dire des candidats initialement présélectionnés, qui n'avaient pourtant pas fait les démarches nécessaires pour la prise de service effective. Le 1^{er} mars 2012, les affectations dans les différents ministères sont publiées par le communiqué radio-presse n° D1/35/016/CTRS/ST. Ce dernier indique seulement 1 341 recrues supplémentaires sur les 5 178 retardataires. Ainsi, 3 837 personnes n'ont jamais finalisé la procédure d'enrôlement dans la fonction publique.

Le Plan triennal « spécial jeunes » (PTS-Jeunes), quant à lui, a été prescrit en février 2016 par Paul Biya. Chapeauté par le ministre de la jeunesse (MINJEC), il est doté d'un budget de 102 milliards. Le processus a été enclenché le 11 janvier 2017, et doit financer les projets de 1 500 000 jeunes, à raison de 500 000 jeunes par an. Son objectif est la facilitation et l'accélération de l'insertion économique de ces jeunes, dans quatre domaines prioritaires : agriculture, économie numérique, industrie et innovation. Le bilan que le MINJEC en fait, le 14 juin 2019⁵, devant l'Assemblée nationale du Cameroun, fait état de 780 000 jeunes inscrits à l'Observatoire national de la jeunesse, dont 51,06 % sollicitent un financement de projets d'entreprise. D'après le ministre, au cours de l'année 2017, le comité qu'il dirige, a « accompagné » l'incubation et l'élaboration des *business plans* de plus de 7 000 projets de jeunes, pour un montant de 10 milliards de FCFA. Rendu au mois de janvier 2018, le comité du PTS-Jeunes s'est prononcé favorablement sur 2 150 premiers projets d'entreprise de jeunes bénéficiaires pour un coût global de 3 milliards de FCFA. Un calcul rapide permet de découvrir que, plus de 2 ans après le lancement du PTS-Jeunes, seuls 13 milliards FCFA de financement ont été accordés. Et pour les 9 150 projets, le MINJEC parle d'accompagnement, ce qui n'implique pas nécessairement le financement. D'après nos interviewés, ce processus manque de transparence. Ils estiment n'être pas assez informés et craignent, là encore, la corruption.

Ce désenchantement ressort aussi, à propos des concours d'entrée dans les grandes écoles. Pour les étudiants et les élèves de notre focus group discussion, ces concours sont gangrenés par la corruption. Ce qui semble rendre la compétition inutile. Le concours d'entrée à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) de 2015 est une illustration de ces dysfonctionnements. Pour 15 places en section diplomatie, la seule qui ouvre à un recrutement direct dans la fonction publique, 960 candidats étaient enregistrés. Au début du mois de mars 2015, la liste des 15 candidats définitivement admis est publiée par la direction de l'institut. Sauf que, quelques heures plus tard, le ministre de l'enseignement supérieur, Jacques Fame Ndong, retire six noms pour les remplacer par d'autres, sous prétexte d'équilibre régional. Ce qui est jugé scandaleux par l'opinion publique, ce d'autant plus que des fils de dignitaires du régime sont rajoutés. Face à la colère grandissante au sein de la population jeune et aux appels à la grève générale, c'est une décision de Paul Biya qui clôt l'affaire. Il prescrit l'admission définitive des candidats déclarés admis dans les deux listes querellées, ainsi que ceux de la liste d'attente, soit au total, 22 admis. Ce scandale met à nu un système qui peine à donner leurs chances aux jeunes issus des couches sociales les plus défavorisées. Malgré les appels à la démission et au limogeage du ministre, non seulement il est maintenu à son poste, mais le 4 janvier 2019, il est promu ministre d'État.

La faim démocratique

La faim démocratique est sans doute l'une des plus vives de toutes les faims symboliques qui tenaillent la jeunesse camerounaise. Car, à elle seule, elle pourrait suffire à expliquer toutes les autres faims que nous analysons. Sans les besoins de rime des intertitres de cet article, cette faim démocratique aurait pu simplement être nommée, le désert démocratique, tant le Cameroun semble, chaque jour davantage, depuis 1990, s'éloigner des chemins qui mènent à un idéal démocratique. Sorte d'hybride fantastique entre démocratie et autocratie, libéralisme et autoritarisme, la *démocrature*

⁵ Lire *Investir au Cameroun*, « Plan triennal « Spécial-jeunes » : 2000 des 78 000 postulants sont des Camerounais de la diaspora (gouvernement) », publié le 17 juin 2019, [URL : <https://www.investiraucameroun.com/jeunesse/1706-12814-plan-triennal-special-jeunes-2000-des-78-000-postulants-sont-des-camerounais-de-la-diaspora-gouvernement>], consulté le 18 août 2019.

camerounaise semble n'avoir que du désenchantement à offrir à une jeunesse hyper-connectée qui rêve pourtant de s'offrir, elle aussi, sa part *méritée* du *paradis* démocratique qu'elle dit voir ailleurs. Trois réalités, au moins, expliquent cette désillusion du « fer de lance de la nation »⁶.

La première réalité explicative de cette faim démocratique, en milieu jeune, pourrait bien se dessiner sur l'autel des espoirs déçus du multipartisme réinstauré en décembre 1990. Alors qu'elle ne fut obtenue qu'à la suite de manifestations populaires réprimées dans le sang, la promulgation du multipartisme n'a pour autant jamais permis l'alternance démocratique dont elle semblait pourtant crayonner les contours. Puisque le pouvoir paraissait particulièrement impopulaire, du fait de la grave crise économique qui plongea le pays dans la misère, entraînant le déclassement généralisé des classes moyennes et la fin de l'innocence pour les jeunes. Non seulement le président Biya remporta les élections de 1992 mais, il demeure encore, à 86 ans, au pouvoir, semblant du reste prêt à rempiler en 2025. Son parti, le RDPC, domine largement le parlement et les exécutifs communaux, avec quasiment les mêmes hommes aux commandes, ou des remplaçants quasi-gémellaires. En réalité, la reprise autoritaire lentement opérée par le pouvoir de Yaoundé, dès l'accalmie de la révolte populaire des années 1990, a permis de circonscrire les conséquences potentiellement fâcheuses, pour lui, de cet accouchement au forceps. Au final, le multipartisme, porteur d'espoir pour nombre de Camerounais à l'époque, s'est transformé en un véritable miroir aux alouettes : la parure démocratique du multipartisme n'ayant jamais permis d'alternance au sommet de l'État.

Or, à ce propos, l'opposition crie à la fraude électorale massive à toutes les élections depuis le ré-avènement du multipartisme. Ces allégations n'ont, toutefois, jamais été confirmées par les instances officielles en charge de l'organisation de l'élection au Cameroun. L'opposition et une partie de la société civile accusent celles-ci de collusion avec le pouvoir et d'être une chambre d'enregistrement de la volonté administrative. Quoiqu'il en soit, la sincérité du jeu démocratique camerounais fait l'objet de suspicions depuis 1992, de la part d'une frange populaire et de certains partenaires internationaux du pays, dont des ONG internationales comme la Friedrich Ebert Stiftung. Celle-ci rapporte qu'au Cameroun, « les élections [...] se passent dans des conditions inacceptables, selon un grand nombre de (non-)électeurs » et encourage les gouvernants à « améliorer cet état de choses et avoir des élections justes et transparentes » (Friedrich Ebert Stiftung, 2012 : 5). Les dernières élections présidentielles, en octobre 2018, ont de nouveau été l'occasion d'accusations de fraudes massives contre Elections Cameroon, l'organisateur, et de soupçons de parti pris pour le pouvoir, contre le Conseil constitutionnel, juge du contentieux électoral et proclamateur des résultats. Au regard du fond des débats lors du contentieux électoral suivant cette présidentielle récente, le pouvoir, l'organisateur et le proclamateur semblent n'avoir pas vraiment réussi à opposer des arguments proprement factuels aux accusations visiblement étayées de trucages⁷.

En attendant, dans la rue camerounaise, les nombreux jeunes qui ont parfois déserté leurs activités de *débrouillardise* pour suivre, de bout en bout et parfois, jusqu'au bout de la nuit, les péripéties télévisées des débats de ce contentieux électoral, en octobre 2018, semblent s'être fait une idée bien arrêtée de ce marathon judiciaire. À l'observation de leurs réactions⁸, peu d'entre ceux que nous avons pu voir, se faisaient des illusions sur l'impartialité du Conseil constitutionnel et d'Elections Cameroon. D'ailleurs, l'expression « acceptée sur la forme mais rejetée dans le fond », maintes fois répétée par Clément Atangana, président du Conseil constitutionnel, pour marquer le rejet de toutes les requêtes formulées par les candidats de l'opposition, est devenue, durant les semaines qui ont suivi, jusque dans la bouche de certains adolescents, l'expression, aux allures humoristiques, d'une

⁶ Cette formule paradoxale chère au président Paul Biya pour désigner la jeunesse, est devenue un véritable mantra dans la bouche des officiels camerounais qui, comme leur chef, l'utilisent pour flatter l'orgueil des concernés. Si elle faisait de l'effet, à l'aube de la prise de pouvoir de ce président, en 1982-1984, très vite, les jeunes eux-mêmes l'ont re-sémanisé pour traduire les contradictions de la politique jeunesse qui conduit à faire d'eux d'éternels laissés-pour-compte.

⁷ Une partie importante de ces débats est encore visible ici <https://www.youtube.com/watch?v=6uIeKU9haTI> et sur d'autres pages YouTube.

⁸ Nous avons, en effet, fait des observations participatives à travers des débits de boissons emplis à craquer de Yaoundé pendant ce contentieux électoral. C'est, du reste, la première fois que ces débats étaient diffusés en direct à la télévision.

perte de confiance en le système électoral camerounais. Voire, le marqueur d'une prise de conscience de l'insincérité du jeu démocratique dans le pays. Ce climat de suspicion généralisée explique sans doute la continue désaffection de la jeunesse sur les questions électorales. D'ailleurs, l'embastillement depuis janvier 2019 de Maurice Kamto, principal opposant camerounais et candidat officiellement déclaré deuxième lors de cette présidentielle, avec plus d'une centaine de ses partisans, ne contribue certainement pas à rassurer cette population. Mais, le soubassement de cette attitude suspicieuse est-il vraiment infondé ? À dire vrai, non. Même s'il est difficile, pour une recherche scientifiquement menée, de démontrer directement et définitivement ces soupçons sur le jeu démocratique local, au moins une chose peut permettre d'étayer partiellement des soupçons : le découpage des circonscriptions électorales spéciales à la veille de chaque élection législative, depuis 1992. Exemple visiblement parfait de *gerrymandering*, avec les manières en moins, le découpage électoral camerounais semble être un « projet hégémonique du pouvoir », d'après Tièmeni Sigankwé (2016). Il démontre ainsi que 50% de l'électorat ne vote que 26% des députés, 36% en choisit jusqu'à 58% et seul 16% élit son propre ratio, soit 16% des députés.

La deuxième réalité explicative de cette faim démocratique, en milieu jeune, est à voir dans le paradoxe d'une véritable *caste de vieillards* qui règne sans discontinuer sur une population dont presque 80% a moins de 35 ans, d'après les projections du troisième recensement général de la population et de l'habitat au Cameroun, réalisé en 2005. Au regard de l'âge moyen de ses dirigeants, le pays peut être considéré comme une gérontocratie. En effet, à l'exception de rares quadras et de quelques quinquagénaires, le top management camerounais est essentiellement constitué d'octogénaires, septuagénaires et sexagénaires. Certains d'entre eux étant d'ailleurs aux affaires depuis la première ou la deuxième décennie de l'indépendance du Cameroun, le 1^{er} janvier 1960. Paul Biya lui-même est président depuis 1982, après avoir été chargé de mission à la présidence de la République, dès 1962, à 29 ans, puis ministre et premier ministre de son prédécesseur : soit 57 ans aux affaires. Ce qui est presque égal à l'espérance de vie au Cameroun⁹. Cette situation donne faussement le sentiment que les jeunes n'auraient pas vocation à faire de la politique. Cumulée à une impression de fossilisation de cette *caste* au pouvoir, la gérontocratie camerounaise désespère la jeunesse.

Enfin, la troisième réalité explicative de la faim jeune, en matière de démocratie, se cristallise autour d'une sensation de criminalisation de la différence politique. Malgré la promulgation de la loi sur les libertés de manifestations (en 1990), les habitudes policières héritées de la période de dictature monopartite assumée (1960-1990) semblent se perpétuer au Cameroun. Outre la question de la sincérité du jeu démocratique qui conduit à une sorte de monopartisme de fait, le pouvoir de Yaoundé paraît difficilement s'accommoder de l'expression d'opinions contraires à sa vérité. Chaque année, de nombreuses conférences, manifestations ou simples réunions de partis politiques de l'opposition ou de la société civile sont interdites, dispersées ou empêchées de se tenir par la préfectorale, avec l'aide de la police, de la gendarmerie et parfois (de plus en plus ces dernières années), de l'armée et de ses forces spéciales, comme ce fut le cas lors des « émeutes de la faim » de février 2008 ou des manifestations postélectorales de janvier 2019. De Kah Walla à Maurice Kamto, en passant par Maximilienne Ngo Mbe, nombre de leaders d'opinions ont subi des arrestations et/ou des vexations policières.

Ainsi, l'horizon des libertés conquises au début de la décennie 1990, par la rue, se rétrécit chaque jour comme une peau de chagrin. L'obtention des récépissés – automatiques, à priori - de déclarations de manifestations s'est, de ce fait, transformée en une véritable quête du Graal, tant les autorités administratives les délivrent quasiment au compte-goutte pour les événements ne contribuant pas à faire l'éloge du pouvoir ou ne ressemblant pas à des manifestations folkloriques villageoises. Or, en agissant ainsi, l'ordre gouvernant fait disparaître le rôle de soupape de sécurité que jouent habituellement les manifestations pour les *dissonants* et *frustrés* de tous bords. Ce qui pourrait bien expliquer, d'une certaine façon, les émeutes de 2008 ou même, la guerre de sécession en cours dans les régions anglophones du pays. Puisqu'à chaque tentative d'expression discordante, le gouvernement répond, quasiment de façon réflexe, par un tour de vis sécuritaire, radicalisant, consciemment ou non, la dissidence politique.

⁹ 58,5 ans d'après l'OMS : <https://www.who.int/countries/cmr/fr/>.

Dans ce climat de censure qui dure depuis 1958, l'autocensure paraît bien avoir fini par triompher. Universitaires, journalistes, chercheurs, cadres associatifs, étudiants en soutenance ou Camerounais lambda, presque tout le monde semble avoir tiré la conclusion que « pour *vivre*, il vaut mieux la fermer ! » ou faire semblant de ne rien voir ou encore, toujours édulcorer les choses graves que l'on veut dire. Cet *ethos* pourrait bien, à notre corps défendant, s'être insinué jusque dans l'écriture de ce papier, tant la peur du gendarme de la libre-pensée imprègne les esprits. À force de répression de la dissonance, perpétuellement synonyme de « déstabilisation¹⁰ » pour le pouvoir, celui-ci a fini par fabriquer des masses jeunes et moins jeunes apparemment victimes de zombification. Des êtres donnant l'illusion de toujours faire partie du vivant, du fait de leur mécanique corporelle encore active mais qui, par une espèce de désert de la pensée, consécutive aux politiques publiques de la peur, semblent devenir des spectateurs passifs de leur propre vie, des marionnettes incapables de s'é mouvoir pleinement des avanies quotidiennes qu'ils subissent et ne sachant plus que réciter inlassablement ce mantra : « on va faire comment ? », phrase presque toujours accompagnée du « si Dieu le veut » ou « inch Allah ! » comme pour exprimer le peu de pouvoir que cette population a sur sa propre existence.

La faim sécuritaire

Le Cameroun est actuellement dans une situation de crise sécuritaire. Celle dite « anglophone » est certainement la plus inquiétante. C'est en octobre 2016 qu'avocats, enseignants et étudiants issus des régions du Sud-ouest et du Nord-ouest, organisent des manifestations afin de revendiquer une meilleure représentativité dans l'appareil de l'État camerounais et son fonctionnement. Cependant, ces manifestations ne sont que la partie visible d'un mécontentement des originaires de ces deux régions, et qui représentent 20% de la population. Celles-ci se muent en demandes politiques et donnent lieu à des émeutes. Comme de coutume avec ce type de mouvements, le gouvernement répond par la répression policière et militaire. Aux « arbres de paix »¹¹ que brandissent les manifestants, le gouvernement oppose matraques et humiliations en tout genre dont les réseaux sociaux se font l'écho. Ce qui débouche sur une radicalisation de la situation et la création, le 1^{er} octobre 2017¹², de la République fédérale d'Ambazonie (non reconnue), sensée couvrir les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Au final, d'octobre 2016 à août 2019, plus de 2000 personnes ont été tuées, environ 600 000 autres, déplacées et plus de 200 villages rasés¹³. Il faut craindre une aggravation de cette crise, malgré le « grand dialogue national » convoqué par Paul Biya dans son discours du 10 septembre 2019. Trois raisons conduisent notre analyse : d'abord les propos belligères du chef d'État-major des armées en juillet 2019, pour qui les séparatistes ne sont qu'une bande de « terroristes » à exterminer¹⁴ ; ensuite la condamnation à perpétuité le 20 août 2019 de Sisiku Julius Ayuk Tabe, président de l'Ambazonie d'octobre 2017 à février 2018 ; enfin, le peu de confiance dont bénéficie la classe gouvernante actuelle auprès des jeunes.

Avec la crise anglophone, on en oublierait presque la guerre contre Boko Haram, déclarée en 2014, et toujours en cours. Elle secoue principalement la région de l'Extrême-nord, avec d'importantes conséquences négatives sur les régions voisines du Nord et de l'Adamaoua (Owona Ndounda, 2017). À cela, il faut ajouter la recrudescence de la criminalité dans la Région de l'Est qui subit les incursions des groupes armés de la RCA voisine. La région de l'Adamaoua, elle aussi, subit les incursions de milices cntrafacianes, et perpétrant assassinats, enlèvements contre rançons et vols de bétails. Certains villages ont ainsi été désertés par les populations apeurées.¹⁵

¹⁰ Autre mantra des autorités à chaque manifestation populaire ou contestation de sa légitimité.

¹¹ Il s'agit du *dragonnier*, fleur qui, dans la culture des Grassfields dont fait partie la région du Nord-ouest, sert à prôner la réconciliation et la paix.

¹² Rappelons que c'est le 1^{er} octobre 1961 que la Réunification du Cameroun est proclamée.

¹³ lavoixducentre.info, n° 0108 du 19 août 2019, en ligne [URL : <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-38381.html>], consulté le 22 août 2019.

¹⁴ En ligne, [URL : <https://actucameroun.com/2019/07/26/crise-anglophone-tous-ces-terroristes-seront-extermine-general-rene-claude-meka/>], consulté le 22 août 2019.

¹⁵ Kouagheu Josiane, 2018, « Au Cameroun, des preneurs d'otages sèment la terreur dans l'Adamaoua », [en ligne], *Le Monde*, publié le 21 juin 2018, [URL : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/21/au->

Ainsi, les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest, de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est sont, à ce jour, les plus touchées par une insécurité qui a nécessité le déploiement de l'armée. Cependant, cela ne voudrait pas dire que les autres régions du Cameroun vivent dans la plus grande quiétude. En effet, Douala (capitale économique, région du Littoral), capitale économique, est présentée comme l'une des villes les moins sûres du Cameroun (Mpacko, 2000). Quant à la région de l'Ouest, en plus du grand banditisme habituel, elle subit de plus en plus les incursions des séparatistes « ambazoniens ». Seules les régions du Centre (qui abrite la capitale Yaoundé) et du Sud (dont est originaire le Président Biya) restent relativement calmes.

Au total, 8 des 10 régions du pays sont dans une situation sécuritaire précaire. Le Cameroun n'est donc pas en paix. Il faut préciser que dans ces différents cas d'insécurité, ce sont les jeunes qui sont impliqués. Il s'agit, là aussi, d'une autre forme de revendication, même si, dans ce cas de figure, cela se fait bien souvent contre la population qui souffre déjà de l'abandon de l'État.

La faim éthique

La dernière faim qui tenaille la première des cadettes sociales au Cameroun, se niche dans le besoin de retour à une meilleure santé morale de la société. Elle est fille de la longue crise morale que traverse le pays depuis trois décennies, à la suite de la crise économique. Une crise dont les germes sont d'abord le fruit d'une mal-gouvernance localisée avant d'être due aux aléas de l'économie mondialisée. L'une des plus importantes manifestations de cette crise est sans nul doute la corruption généralisée et quasi-institutionnalisée qui sévit dans le pays depuis plusieurs décennies. À trois reprises, le Cameroun a été classé pays le plus corrompu du monde selon l'indice de Transparency International. Mais, le plus important demeure assurément l'impression que les Camerounais eux-mêmes se font de la situation de la corruption dans leur pays.

Souffrant massivement du chômage, plus que toutes les autres couches de la population camerounaise, les jeunes ont désormais une quasi-conviction qui peut se résumer en ces mots d'une de nos sources : « La compétence ne vaut plus un clou ! » Ainsi, pour cette jeunesse, la quête de l'emploi est soumise à la capacité de corrompre les aînés sociaux. La plupart des jeunes interrogés dans le cadre de notre focus group discussion, tiennent un discours semblable à quelques nuances près. Ils ne se font plus d'illusions. À les croire, le népotisme serait en passe de devenir « le deuxième sport national après le football ». Elle concernerait, selon eux, à la fois le secteur public et le privé. Pourtant, cette impression de systématisation de la corruption ne concerne pas que l'accès à l'emploi. Elle s'articule aussi autour d'une sorte de normalisation du bakchich-roi. Dans nombre de services publics et parfois, dans le secteur privé, la culture de « l'enveloppe » semble ne plus étonner. À la police, en justice, à l'hôpital ou à dans les écoles, résoudre ses problèmes « en glissant un billet » est devenu une pratique courante. Les témoignages de notre focus group discussion charrient un dénominateur commun : la décadence morale du pays. En réalité, dans cet environnement local, c'est finalement le fait de s'émouvoir de la corruption qui étonne. Les seuls cas qui émeuvent encore, sont souvent ceux ayant causé des morts d'Hommes et parfois, de... bébés.

Pour autant, cette crise morale est aussi une crise de l'empathie, conduisant à la déshumanisation de certains détenteurs du pouvoir de l'État, un *pouvoir de faire le bien* qui se mue finalement en *pouvoir de faire le mal*. Ce qui explique les multiples cas de malades ou de femmes enceintes trépassant à la porte d'urgences hospitalières, faute de soin. La raison, à chaque fois, étant le manque de moyen ou l'indisponibilité immédiate de l'argent des soins, ou dans certains cas encore plus pathétiques, l'indisponibilité des médecins, comme ce fut le cas, en août 2019 à Kaele. Le cas le plus emblématique reste cependant celui de Monique Koumatékel. Cette femme, enceinte de jumeaux, est morte devant les portes fermées de la maternité de l'hôpital Laquintinie de Douala le 13 mars 2016. Le personnel lui ayant refusé des soins pour cause d'indigence, alors que son cas nécessitait une césarienne d'urgences. Mais, ce qui en rajouta au *pathos* de l'évènement, ce fut le geste désespéré de la petite-sœur de la parturiente. Visiblement émue par les mouvements saccadés des fœtus dans le

cameroun-des-preneurs-d-otages-ement-la-terreur-dans-l-adamaoua_5319070_3212.html], consulté le 22 août 2019.

ventre de sa défunte aînée, la cadette pratiqua, sans aucune expérience ni formation préalables, une césarienne pour sauver les bébés. La scène, filmée au téléphone portable, choqua le pays. Elle réussit à extraire les bébés mais ceux-ci moururent quand même, toujours au seuil des urgences.

Cette crise morale généralisée a entraîné une vraie crise de confiance de la jeunesse camerounaise envers l'élite dirigeante et en l'avenir. Peu semblent encore porter leurs problèmes auprès des instances d'arbitrage comme les tribunaux ou les postes de polices. Ce qui, d'une certaine façon, pourrait contribuer à expliquer la récurrence des lynchages de présumés voleurs ou criminels, au cours de ce qu'on appelle ici « justice populaire ». C'est donc une crise de confiance envers les institutions. Ceci explique aussi la persistance des croyances magico-religieuses, le caractère viral des rumeurs en tout genre, souvent non-fondées. La société camerounaise en général, et le milieu jeune, en particulier, est ainsi devenu, du fait de cette confiance limitée en l'ordre gouvernant, un réceptacle quasi-*naturel* de toutes sortes de théories et fantasmes conspirationnistes, et de tous les revivalismes religieux (musulmans ou chrétiens), tant la parole officielle a été démonétisée par l'impression de corruption généralisée et le manque d'empathie de nombre de tenants d'une parcelle du pouvoir public.

Dans un tel contexte de crise morale, l'immigration devient une échappatoire vers un paradis...fantasmé ? Pas vraiment ! En effet, les immigrés représentent pour les familles pauvres, une source de revenus importante, parfois la principale. On se prend au risque de l'immigration, même en bravant le Sahara, pour finalement accomplir les rêves que l'on ne peut satisfaire au Cameroun. La diaspora camerounaise se gonfle donc de ces déçus du régime qui, depuis 2018, ont constitué la « brigade anti-sardinards »¹⁶. Elle manifeste principalement contre les séjours du président Biya en Suisse. À ces manifestations à l'étranger, les affidés du pouvoir de Yaoundé répondent toujours par des meetings, autorisés cette fois-là, pour exprimer leur soutien au président, chacun tentant de montrer qu'il est le plus loyal, afin d'occuper la place, toujours vacante, de successeur potentiel, bien des signes d'une fin de règne incertaine.

Conclusion : La fin politique

Dans ce contexte de désenchantement des masses jeunes, l'âge du président et sa durée au pouvoir compliquent davantage l'équation. Paul Biya a 86 ans, dont 37 au pouvoir. Il est ainsi en passe d'accomplir sa prophétie auto-réalisatrice : en 2004, à la suite d'une absence prolongée du Cameroun, des rumeurs lancinantes non démenties par le pouvoir, avaient annoncé la mort du président à Genève. En retournant « triomphalement » au Cameroun, Paul Biya moqua ceux qui sont pressés de le voir mort en leur donnant rendez-vous dans une vingtaine d'années pour ses funérailles. Il ne lui reste plus que 5 ans pour accomplir sa prophétie. Depuis lors, avec l'avancement de l'âge du président camerounais, le pays vit perpétuellement dans une ambiance de fin de règne. Il avait 71 ans à l'époque, en 2004, un âge déjà canonique dans un pays où l'espérance de vie est de 58 ans.

Le problème, dans le contexte camerounais, c'est le manque d'éclaircis sur la scène politique. Ayant réussi à éliminer tous les potentiels concurrents dans son camp et dans l'opposition, à coups d'embastillements ou de harcèlements sur la longue durée, réduisant ainsi l'échiquier politique à sa seule personne, et surtout, ayant choisi comme intérimaire constitutionnel, un octogénaire visiblement grabataire, l'après-Biya fait craindre tous les scénarios du pire. Ce qui est un paradoxe, dans un contexte de marasme généralisé causé par une mal-gouvernance qui lui est due, et dans un pays intellectuellement bien doté. Cette crainte est alimentée par la peur que, dans l'éventualité de sa mort au pouvoir, une guerre de succession débute entre les hommes-clé du régime, à l'instar de la Côte-d'Ivoire post-Houphouët. Comparaison n'est cependant pas raison. Faut-il néanmoins craindre une militarisation de l'alternance qui suivra ? Ou la jeunesse camerounaise aura-t-elle enfin la chance de vivre sa première alternance démocratique ? Toutes les conjectures sont pertinentes dans ce climat d'incertitude.

¹⁶ L'expression « Anti-Sardinards » vient du fait que des sandwiches constitués de pain et de sardines en conserves, sont régulièrement distribués aux populations lors des meetings du RDPC. Ce nom est une forme de dénonciation de l'achat des consciences à travers l'exploitation, à des fins électoralistes, de la misère populaire, par ceux qui en sont les principaux responsables.

Ceci dit, le scénario idéal, pour garantir un avenir aux jeunes et éviter de nouveaux soulèvements, serait l'ouverture immédiate d'un dialogue *sincère* avec l'opposition camerounaise et les partenaires sociaux de tous horizons. Il l'a promis le 10 septembre 2019 mais, l'étape suivante serait l'organisation d'une élection présidentielle, avant le terme du mandat querellé en cours, sans candidature du président Biya et, si possible, au terme d'une période de transition. Celle-ci promulguerait un nouveau code électoral, fruit d'un véritable consensus entre tous les partenaires sociaux. Sans cela, la fin de règne de Paul Biya pourrait continuer à être la période de toutes les frayeurs, davantage que celle de tous les espoirs. Au final, tout dépend du bon vouloir du président et de la place qu'il souhaite occuper dans l'histoire de son pays. Car, malgré le marasme dans lequel il a plongé son pays, en quatre décennies de pouvoir, cet homme pourrait encore, dans un dernier sursaut d'orgueil, tout se faire pardonner en réussissant sa sortie.

Bibliographie

Boulif Mohamed Najib et Souare Alioune, 2009, « La crise alimentaire et la hausse des prix », rapport de la 35^e session de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, Commission de la coopération et du développement, Paris, du 3 au 6 juillet 2009.

Carayol Rémi, 2014, « Cameroun : le péril jeune », [en ligne], *Jeune Afrique*, mis en ligne le 26 décembre 2014, [URL : <https://www.jeuneafrique.com/37384/politique/cameroun-le-p-ril-jeune/>], consulté le 6 juin 2019.

Crozier Michel et Friedberg Erhard, 1981 [1977], *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.

Friedrich Ebert Stiftung, 2012, *Prévenir et lutter contre la fraude électorale au Cameroun*, Yaoundé, Clé.

Janin Pierre, 2009, « Les “émeutes de la faim” : une lecture (géo-politique) du changement (social) », *Politique étrangère*, vol. Été, n° 2, pp. 251-263.

Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique, 2015, « Annuaire statistique du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique ».

Mpacko Michèle, 2000, « Violence, délinquance et insécurité à douala », en ligne, [URL : https://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_violence_rights/Mpacko_violence_douala.pdf], consulté le 21 août 2019.

Mucchielli Laurent, 2012, « L'émeute, forme élémentaire de la protestation », *Cités*, vol. 50, n° 2, p. 49-56.

Owona Ndounda Nicolas, 2017, « Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation sociale et nécessité de survie », [en ligne], *Émulations*, [URL : <http://www.revue-emulations.net/enligne/Owona-Ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-Nord-Cameroun>].

Tièmeni Sigankwé, 2016, « Découpages des circonscriptions électorales au Cameroun post-monolithique : un projet hégémonique du pouvoir ? », in Hadrossek C., Baron M. et al., *Maillages territoriaux, démocratie et élection. Recueil de proceedings. Monastir 2016. Colloque International 15-16 janvier*, RIATE-CNRS, 103-110. Disponible sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01383180/document>.